

**Séance ordinaire du
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

FONCIER
Cession à la SA3M de la parcelle cadastrée CD 817
Rue Proudhon

La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée CD 817 consistant en un terrain sur lequel est édifié un mur, d'une superficie de 14 m², située rue Proudhon.

Cette parcelle appartenait à une emprise plus importante qui constituait le site des anciennes archives départementales, acquis au Conseil Général de l'Hérault par un acte administratif du 20 septembre 2013.

Aucune affectation spécifique de la parcelle n'ayant été opérée au titre du Domaine Public de la Commune, celle-ci a été déclassée par délibération n° V2018-008 en date du 1^{er} février 2018.

Par un acte du 19 et 20 décembre 2017, la Ville de Montpellier a procédé à la cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) de la parcelle voisine cadastrée CD 816, d'une superficie de 2 387 m² et correspondant à une partie de l'ancien site des archives départementales. Cette dernière intervient en qualité d'aménageur de la Ville au titre de la concession Nouveau Grand Cœur.

Ce terrain de faible emprise, constitué d'un simple mur de clôture, a été évalué à 500 euros (cinq cents euros), suivant avis du 13 février 2018 des services fiscaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession à la SA3M au prix de 500 euros (cinq cents euros) nets de la parcelle cadastrée CD 817 ;
- de demander au notaire de l'acquéreur de rédiger à ses frais l'acte authentique de cession ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 avril 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180403-30309-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 13/04/18
Réception en Préfecture : 13/04/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.